

Synthèse politique

REDD+, la Biodiversité et les Peuples: Opportunités et risques

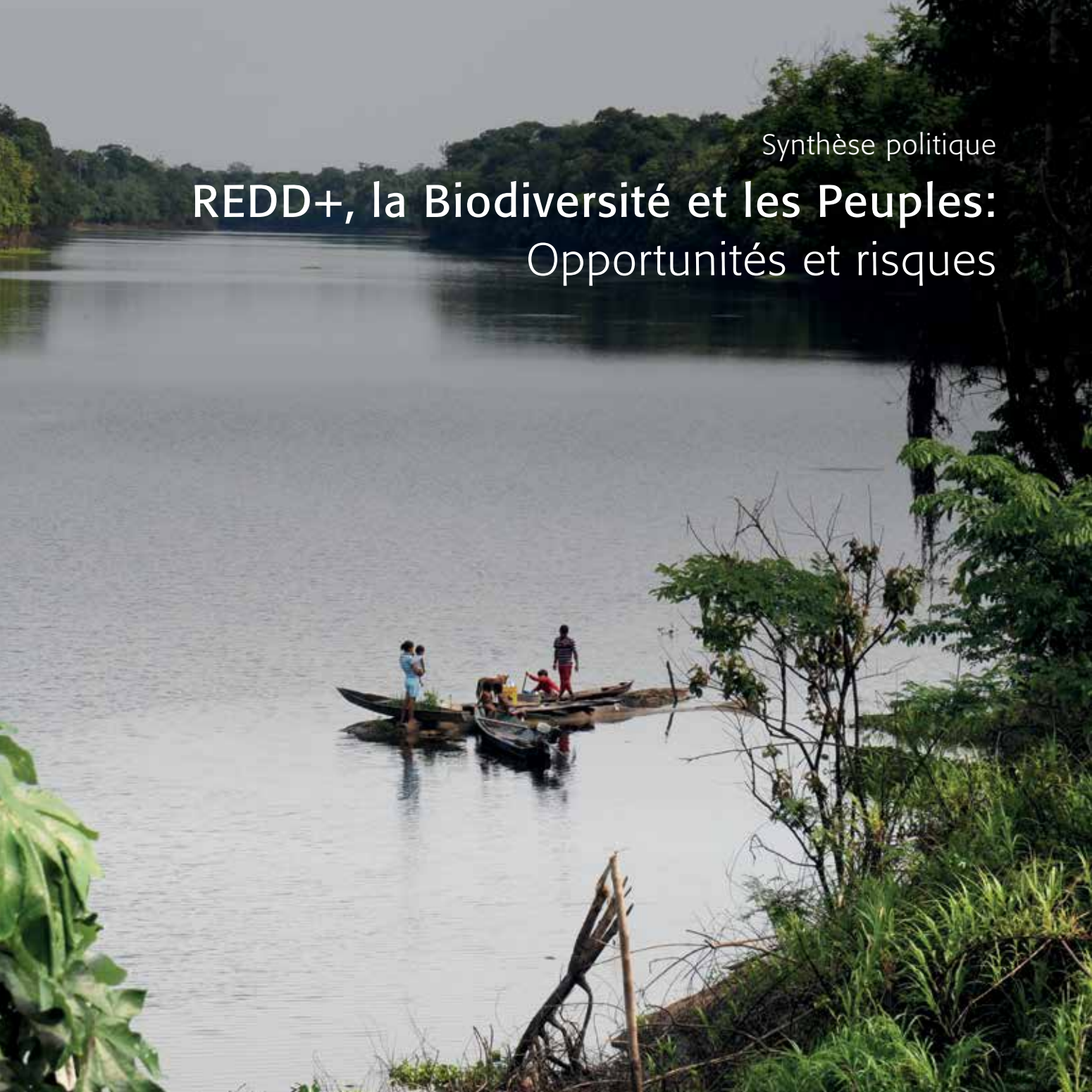




Photo: Réserve forestière de Deramakot, Sabah, Malaisie –
© Michael Klehne



Contenu

Avant-propos	5
Introduction	6
Messages clés	8
Remerciements	13



Avant-propos

La REDD+ (réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement) est un mécanisme proposé pour atténuer le changement climatique dans le cadre de la CNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques). Ce mécanisme a le potentiel de réaliser son objectif primordial - l'atténuation du changement climatique - avec des impacts variés, à la fois positifs et négatifs, sur la biodiversité, les forêts et les populations. La REDD+ est complexe, ses activités et ses mécanismes de mise en œuvre n'étant toujours pas définis de façon claire, et restant donc incertains. C'est la raison pour laquelle, en décembre 2011, le Partenariat de Collaboration sur les Forêts forma un groupe d'experts forestiers internationaux au sujet de la biodiversité, la gestion des forêts et REDD+, afin d'évaluer l'état des connaissances des activités de REDD+ et de leur réalisation.

Le groupe d'experts était composé de 24 experts scientifiques provenant d'un large éventail de disciplines des sciences biophysiques et sociales pertinent aux thèmes inclus dans le rapport. De plus, 18 auteurs associés ont aussi contribué leur expertise à l'évaluation. Le rapport en sa totalité ainsi que les différents chapitres ont été soumis à une révision par des pairs - 16 experts - et ont été ensuite revus avant parution. Le résultat de cette coopération volontaire d'experts est présenté dans le rapport intitulé "Comprendre les relations entre la biodiversité, le carbone, les forêts et les peuples: la clé pour réaliser les objectifs de REDD+".

Le rapport évalue les implications qu'ont les interventions de gestion des forêts et des terres envisagées par le mécanisme de REDD+. Il analyse la littérature scienti-

fique la plus récente afin de clarifier les relations entre la biodiversité forestière et le carbone (et d'autres services écosystémiques). Le rapport étudie à quel point ces relations complexes peuvent être affectées par les activités de gestion mises en œuvre pour réaliser les objectifs de REDD+, et illustre les synergies et éventuels compromis entre les objectifs environnementaux et socio-économiques, ainsi que la relation avec les thèmes de gouvernance. La présente note de synthèse résume les messages clés du rapport complet.

J'espère sincèrement que le rapport complet ainsi que cette note de synthèse confèrent aux décideurs politiques, bailleurs de fonds, et aux autres parties intéressées une base scientifique solide leur permettant de prendre des décisions informées en vue de la réalisation de REDD+.

Eduardo Rojas-Briales

Président du Partenariat de Collaboration sur les Forêts

Introduction

Les forêts, et tout particulièrement les forêts dans les régions tropicales et subtropicales, abritent la grande majorité de la biodiversité terrestre du monde entier et offrent un large éventail de services écosystémiques essentiels. Ces services bénéficient directement les populations tant à niveau global qu'à niveau local, et plus spécialement les centaines de millions de personnes qui, au moins partiellement, dépendent des forêts pour leur subsistance. Parmi les services globaux, la séquestration du carbone est au centre de l'attention internationale, en raison du rôle important des forêts dans le cycle global du carbone. En effet, en fonction de leur gestion les forêts constituent soit des réservoirs, soit des sources de carbone.

La perte continue et la dégradation des forêts mettent en péril la provision des services écosystémiques. La déforestation résultant en grande partie de la transformation permanente des forêts en terres agricoles, est la première cause de la perte de la biodiversité dans les écosystèmes terrestres. Après les émissions à partir de combustibles fossiles, elle est aussi la deuxième source anthropique d'émissions de CO₂. La dégradation des forêts (des changements dans l'état des forêts affectant leur capacité à fournir des biens et services) contribue également d'une manière substantielle aux émissions anthropiques de gaz à effet de serre, et constitue un moteur essentiel de la perte de biodiversité.

Aujourd'hui plus que jamais l'avenir des réservoirs globaux de carbone forestier, ainsi que celui de la biodiversité terrestre du monde entier, reste fortement incertain. D'une part, les menaces significatives dues aux changements de l'utilisation des

terres et de l'environnement continuent, et d'autre part, des opportunités potentiellement importantes existent pour un changement positif à travers les efforts internationaux, tels que la REDD+, pour réduire les taux de déboisement et de la dégradation des forêts. Un nombre d'actions, notamment des changements dans l'utilisation des terres et des pratiques de gestion (à la fois dans les terres boisées et non-boisées) peuvent réaliser les objectifs de REDD+, tout en conservant la biodiversité et en encourageant la fourniture d'autres services écosystémiques des forêts.

Choisir les approches les plus appropriées pour mettre en place de telles actions est fondamental lorsqu'il s'agit d'assurer les meilleurs résultats pour la biodiversité, le carbone, d'autres services écosystémiques, et pour les populations. Etant donné la complexité des écosystèmes forestiers et de leur gestion, ainsi que leur importance pour la conservation de la biodiversité et le bien-être humain, des interventions REDD+ mal conçues et mises en place pourraient avoir de sérieux impacts négatifs aussi bien sur la biodiversité que sur les populations.

Le rapport d'évaluation scientifique produit par le Groupe global d'experts forestiers sur la biodiversité, la gestion des forêts et la REDD+ examine l'état actuel des connaissances relatives à la réalisation des activités REDD+ et met en relief un nombre de messages clés. Résumés dans cette note de synthèse, ces messages clés sont destinés à contribuer à une prise de décision informée et complète sur la REDD+.



Messages clés

1. La biodiversité est un facteur déterminant essentiel permettant aux forêts de fournir de manière efficace des services écosystémiques, en particulier la séquestration de carbone, et en même temps à maintenir leur résilience face aux perturbations, tel que le changement climatique.

Les forêts sont importantes pour la biodiversité, tout comme la biodiversité elle aussi est importante pour maintenir les processus fondamentaux des écosystèmes qui se déroulent dans les forêts, tels que la photosynthèse et le cyclage d'éléments nutritifs. Beaucoup de ces processus écosystémiques se traduisent en services écosystémiques ayant un bénéfice pour les populations, comme par exemple la séquestration du carbone. La perte de la biodiversité, causée par les changements de l'environnement et la dégradation des forêts, peut avoir des impacts négatifs au fonctionnement des écosystèmes et réduire leur capacité à fournir des services écosystémiques.

Afin de prévenir ceci, la gestion des forêts devrait viser à réduire les risques d'impacts néfastes à la biodiversité, en utilisant les biens et services provenant des forêts à des niveaux susceptibles d'être soutenus par les écosystèmes (p.ex. à un "niveau d'opération sûr").

2. Les bénéfices majeurs et les plus immédiats pour le carbone ainsi que pour la biodiversité tendent à résulter d'actions qui visent à réduire le déboisement et la dégradation.

Les actions REDD+ cherchant à maintenir les stocks existants de carbone forestier et la biodiversité en réduisant de façon efficace le déboisement et la dégradation des forêts ont une plus grande probabilité d'obtenir des bénéfices majeurs pour le carbone et la biodiversité de manière plus rapide que les actions cherchant à les restaurer. La réalisation des bénéfices est différente dans le temps: les actions destinées à éviter le déboisement et la dégradation des forêts peuvent réaliser des bénéfices immédiats pour le carbone et la biodiversité, tandis que celles visant à restaurer les forêts produisent des bénéfices généralement plus lents pour la biodiversité que pour le carbone.

Quoique réduire aussi bien le déboisement que la dégradation des forêts constituent les activités de gestion ayant la plus grande chance de réaliser des bénéfices synergétiques pour la biodiversité et le carbone, le choix des actions de gestion les plus appropriées dépendra en large mesure du contexte écologique, social, économique et politique. Souvent, il sera nécessaire de mettre au point différentes actions de gestion en parallèle.

3. Les actions REDD+ peuvent avoir des impacts très variés sur le carbone et la biodiversité à des niveaux différents dans l'espace et dans le temps.

REDD+ peut fournir des bénéfices évidents, mais il est difficile d'anticiper ou de mesurer tous les impacts sur le carbone et la biodiversité provenant des actions de gestion. Les impacts des interventions REDD+ sont susceptibles de varier de façon significative selon les différents types de forêts et les conditions du paysage. Ces impacts peuvent se produire en dehors des aires de gestion ou dans le futur, et, en outre, ils peuvent évoluer dans le temps. Les compromis à réaliser entre les résultats dans le domaine du carbone et de la biodiversité peuvent se produire tant à niveau local qu'à des échelles plus larges. Ces résultats dépendront également des conditions initiales des écosystèmes notamment l'histoire de l'usage des terres.

Les compromis entre le carbone forestier et la biodiversité doivent être considérés au moment de la planification et de la mise en place de REDD+, afin de réduire le risque d'impacts inattendus et négatifs, tels que le transfert du déboisement ou de la dégradation des forêts à d'autres régions. En outre, une attention particulière est nécessaire pour éviter de généraliser des recommandations de gestion à différents écosystèmes. En effet, il est difficile de promouvoir une approche type, mais plutôt, des stratégies de REDD+ individuelles et adaptées aux conditions spécifiques locales et régionales devraient être développées.

4. La poursuite d'objectifs sociaux parallèlement à la REDD+ augmentera les chances de réaliser les objectifs de carbone et de biodiversité.

La façon selon laquelle REDD+ est mise en place, déterminera ses impacts sociaux et économiques. Dans la plupart des régions tropicales et subtropicales, les acteurs qui dépendent le plus des forêts, sont souvent aussi les plus vulnérables. Quoique la REDD+ puisse produire d'importants impacts positifs, elle peut mener aussi à des changements dans la gestion et l'accès aux ressources qui les affectera de façon disproportionnelle.

Ces impacts socio-économiques devraient être pris en considération tôt dans la mise en place de REDD+. Les droits et les conditions de vie de chaque partie prenante devraient être pris en compte pour toute décision de gestion relative aux forêts et aux changements de l'usage des terres. Car, en effet, il semblerait que l'inclusion d'objectifs socio-économiques en amont contribuerait à assurer l'engagement et l'acceptation locale, et rendrait ainsi plus probable la réalisation d'objectifs de carbone et de biodiversité ainsi que la durabilité des activités REDD+.

5. Les droits fonciers et la réglementation sur la propriété, notamment les droits d'accès, d'usages et de propriétés, doivent être clairs afin d'assurer une réalisation efficace de REDD+.

Les interventions de gestion pour réaliser les objectifs REDD+ doivent être soutenues par des cadres de gouvernance qui prennent en compte les droits des acteurs qui dépendent des forêts. Il semblerait prouvé que la sécurité foncière et l'autorité relative à la prise de décision locale, soutiennent une meilleure gestion environnementale, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance. Une mauvaise reconnaissance de ces droits exclut les populations rurales pauvres de la prise de décision, et leur refuse l'accès aux bénéfices possibles résultant d'interventions basées sur le marché, telles que la certification des forêts, les paiements pour les services écosystémiques (PES) et la REDD+. Des droits fonciers faibles et peu sûrs facilitent aussi "l'accaparement des terres" et d'autres irrégularités relatives à la possession et au transfert des terres, ayant pour résultat typique l'expropriation des terres parmi les groupes les plus vulnérables. Rendre ces droits clairs et sûrs est donc fondamental pour assurer la durabilité des activités REDD+.

6. Une approche de gestion intégrée des paysages représente un mécanisme utile pour aligner les considérations environnementales, sociales et économiques pertinentes à REDD+.

Les interventions REDD+ - même si elles sont prises à niveau local - auront des impacts en dehors de leur environnement immédiat. C'est la raison pour laquelle la planification et la mise en œuvre de REDD+ à l'intérieur d'un paysage offrent un moyen d'évaluer de façon appropriée les scénarios d'usage de terres suite à des actions REDD+, et les impacts possibles sur les parties prenantes. Une approche de gestion intégrée des paysages aide également à définir et à considérer les compromis nécessaires et à assurer que les intérêts des groupes les plus vulnérables soient respectés de façon appropriée. Une telle approche augmente donc la possibilité d'atteindre les objectifs pour le carbone forestier et la biodiversité.

7. Une tension existe entre les efforts REDD+ nationaux destinés à la standardisation internationale, le renforcement de la souveraineté nationale et les efforts à responsabiliser les communautés locales comme acteurs clés dans la REDD+.

Les efforts pour promouvoir les clauses de sauvegarde dans la REDD+ à niveau international peuvent soit compléter, soit remettre en question la souveraineté nationale et l'autonomie locale. Sans une attention suffisante portée à la participation locale, les politiques et mesures de REDD+ - par exemple les objectifs nationaux pour élargir les aires protégées ou le renforcement des lois - pourraient renverser la responsabilisation locale et déstabiliser une gouvernance efficace des forêts au niveau communal.

Les politiques et la gouvernance REDD+ devraient porter sur les initiatives et les arrangements de gouvernance existants qui sont déjà opérationnels, et devraient viser à aligner les demandes contradictoires que sont la standardisation internationale, la souveraineté nationale, la décentralisation et la responsabilisation des communautés locales.

8. Comprendre les relations entre la biodiversité, le carbone et les peuples est essentiel pour réaliser les objectifs REDD+.

Une compréhension approfondie des relations qui existent entre la biodiversité, le carbone et d'autres services des écosystèmes forestiers et de la façon dont ceux-ci affectent les populations et interagissent avec elles, est essentielle pour informer des actions de gestion appropriées. Il est aussi d'une importance primordiale que toute intervention soit considérée dans un contexte de gouvernance et d'autres contraintes relatives à une région donnée.

Toutefois, des manques de connaissance persistent pour des sujets pertinents à la mise en place de REDD+. De telles lacunes portent par exemple sur les différents impacts sur la biodiversité des actions de gestion dans différents types de forêt, les niveaux des services écosystémiques fournis par les forêts secondaires, les outils d'aide à la décision afin d'évaluer la portée des impacts sociaux et économiques sur les décisions de gestion et les moyens d'incorporer les intérêts des différentes parties prenantes dans ces décisions, pour n'en mentionner que quelques-unes. Combler ces lacunes est essentiel afin d'assurer que les décideurs et autres parties prenantes soient entièrement munis d'informations précises et basées sur la science leur permettant de prendre des décisions informées. Les manques de connaissances sur les différents aspects de REDD+ doivent être comblés de manière prioritaire pour une réalisation efficace de REDD+ et des interventions liées à la gestion des forêts dans le contexte de REDD+.



Remerciements

Cette note politique est basée sur le rapport “Comprendre les Relations entre la Biodiversité, le Carbone, les Forêts et les Peuples: la Clé pour Réaliser les Objectifs REDD+. Un rapport global de synthèse, préparé par le Groupe d’Experts Forestiers International sur la biodiversité, la gestion des forêts et REDD+” publié en tant que volume 31 de la série IUFRO World Series.

Nous exprimons notre sincère gratitude à tous les auteurs: Toby Gardner, Valerie Kapos, Werner A. Kurz, Constance L. McDermott, Bernardo B.N. Strassburg, Ian D. Thompson et Bhaskar Vira (principaux auteurs coordinateurs); Samuel Assembe Mvondo, Joice Ferreira, Manuel Guariguata, Markku Kanninen, Sango Mahanty, Adrian Martin, Kimiko Okabe, Yude Pan, Lian Pin Koh, Nophea Sasaki, Christine B. Schmitt, Charlotte Streck, Jason Tylanakis et Harro van Asselt (auteurs principaux); Jos Barlow, Neil M. Dawson, Amy E. Duchelle, Simone Frick, Nicole Gross-Camp, Constanze Haug, David Humphreys, Agnieszka Latawiec, Marco Lentini, Harisharan Luintel, Mari Mulyani, Cleber Salimon, Chandra Shekhar Silori, Mark D. Spalding, Regan Suzuki, Luke Swainson, Nathalie van Vliet et Fariborz Zelli (co-auteurs).

De plus, nous tenons à remercier le Ministère des Affaires étrangères de la Finlande, le Service forestier des Etats Unis, le Ministère fédéral autrichien de l’agriculture, des forêts, de l’environnement et de la gestion de l’eau, et le Ministère fédéral allemand de l’environnement, la conservation de la nature et la sécurité nucléaire, compris dans son Initiative Internationale pour le Climat à travers l’Organisation pour le développement SNV des Pays

Bas pour leurs soutien financier et logistique. Les opinions exprimées dans cette note ne présentent pas forcément la politique officielle des organisations soutenant ce travail.

En outre, nous souhaitons remercier les organisations membres du Partenariat de Collaboration sur les Forêts pour avoir orienté l’ensemble du travail et pour avoir fourni un soutien logistique conséquent.

Nous remercions spécialement l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), le Centre fédéral de recherches et d’entraînement pour les forêts, les risques naturels et les paysages (BFW) et Embrapa Amazonia Oriental (Belém, Brésil) pour avoir accueilli des réunions d’experts. Nous exprimons notre gratitude particulière à l’équipe du Secrétariat de l’IUFRO pour avoir fourni le support administratif et technique indispensable au travail du groupe d’experts et aux rédacteurs de cette note de synthèse.

Une courte publication comme celle-ci ne peut pas rendre compte de toutes les complexités et les controverses liées aux relations entre la biodiversité, le carbone et la gestion des forêts dans le contexte de REDD+. Pour une évaluation plus complète, le lecteur est invité à parcourir le rapport complet du groupe d’experts.

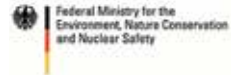
Néanmoins, le fil conducteur de ce rapport et de ce résumé est la complexité des problèmes à résoudre afin de réaliser avec succès les activités REDD+ tout en atteignant les objectifs de la conservation de la biodiversité et en répondant aux besoins des populations. Nous espérons sincèrement que cette note de synthèse puisse

effectivement aider les décideurs et les politiciens à relever les défis liés à la mise en place de REDD+ à l'avenir.

John Parrotta
Christoph Wildburger
Stephanie Mansourian



Appui financier du GFEP:



En accord avec les provisions de la note de concept GFEP,
les membres suivants de CPF ont soutenu cette publication:



